

RAPPORT INTERMÉDIAIRE

POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 31 JUILLET 2010



**REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS
SPÉCIALISÉS AU CANADA. NOUS METTONS L'ACCENT SUR LA
CLIENTÈLE ET LA VALEUR ET NOUS VISON L'EXCELLENCE.
EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE,
LE DÉVELOPPEMENT ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS
CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE
MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.**

À NOS ACTIONNAIRES

Le chiffre d'affaires du semestre terminé le 31 juillet 2010 a augmenté de 3,3 %, s'établissant à 534 631 000 \$, contre 517 723 000 \$ pour le semestre terminé le 1^{er} août 2009. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a progressé de 1,6 %. Le bénéfice d'exploitation avant l'amortissement (le «BAIIA») de la période a crû de 37,9 %, pour s'établir à 109 056 000 \$, contre 79 073 000 \$ un an auparavant. La marge brute de la société s'est accrue, passant de 63,0 % à 68,8 % au premier semestre de l'exercice 2011, essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$ CA, contre 1,19 \$ CA pour le premier semestre de l'exercice 2010. Le bénéfice net s'est accru de 64,6 %, pour s'élever à 56 346 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,83 \$, contre 34 227 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,49 \$, pour la même période l'an dernier.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre, terminé le 31 juillet 2010, a augmenté de 3,3 %, s'établissant à 295 653 000 \$, contre 286 071 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent, terminé le 1^{er} août 2009. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a progressé de 1,5 % par rapport à celui de la période de 13 semaines correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA¹ a augmenté de 33,4 %, pour s'établir à 71 496 000 \$, comparativement à 53 613 000 \$ pour l'exercice précédent. La marge brute de la société est passée de 63,0 % à 69,0 % au deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2010, une augmentation qui s'explique essentiellement par le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le taux de change moyen d'un dollar américain au deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2010 était de 1,04 \$ CA, contre 1,13 \$ CA au deuxième trimestre terminé le 1^{er} août 2009. Le bénéfice net a augmenté de 50,9 %, pour se chiffrer à 39 875 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,59 \$, comparativement à 26 426 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit un bénéfice dilué par action de 0,38 \$.

Le chiffre d'affaires du mois d'août (période de quatre semaines terminée le 28 août 2010) a reculé de 2,1 % par rapport à celui d'août 2009, alors que celui des magasins comparables a diminué de 3,2 %.

Au cours du deuxième trimestre, la société a ouvert 7 nouveaux magasins, soit 2 Reitmans, 1 Smart Set, 1 RW & CO., 1 Thyme Maternité et 2 Cassis, et elle en a fermé 12. Par conséquent, au 31 juillet 2010, la société comptait 977 magasins en exploitation, soit 366 Reitmans, 161 Smart Set, 67 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 21 Cassis, 165 Penningtons et 121 Addition Elle, par rapport à un total de 971 magasins l'exercice précédent. La société prévoit ouvrir 13 nouveaux magasins, en fermer 6 et en rénover 12 au cours du second semestre de l'exercice en cours.

À la réunion du conseil d'administration tenue le 31 août 2010, un dividende trimestriel (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 \$ en espèces par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 28 octobre 2010 aux actionnaires inscrits aux registres le 14 octobre 2010.

Au nom du conseil d'administration,
Le président du conseil et chef de la direction,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Montréal, le 31 août 2010

FAITS SAILLANTS

CHIFFRE D'AFFAIRES	534 631 000 \$	+	3,3 %
BAIIA¹	109 056 000 \$	+	37,9 %
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	80 394 000 \$	+	61,1 %
BÉNÉFICE NET	56 346 000 \$	+	64,6 %
BÉNÉFICE PAR ACTION²	0,83 \$	+	69,4 %
ENCAISSE ET PLACEMENTS	262 852 000 \$	+	17,8 %
MAGASINS	977	+	0,6 %

¹ Les présents faits saillants font référence au BAIIA, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit comme étant le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements significatifs sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés qu'une telle mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

² Bénéfice par action après dilution.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR LES PÉRIODES TERMINÉES LE 31 JUILLET 2010

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2010, des états financiers vérifiés de Reitmans pour l'exercice terminé le 30 janvier 2010 ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 31 août 2010.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers de Reitmans ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, à l'exception de certains renseignements désignés à titre de mesures non conformes aux PCGR, dont il sera question plus loin. Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité de vérification de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 31 août 2010.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans, notamment la notice annuelle 2010 de la société, sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date ci-contre, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, un nombre important desquels sont indépendants de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, sans limitation : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation au jour où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et désavoue toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf dans la mesure où les lois en valeurs mobilières qui s'appliquent ne l'y obligent.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus des mesures du bénéfice selon les PCGR du Canada, le présent rapport de gestion contient des références à une mesure du bénéfice additionnelle, le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement (le « BAIIA »). L'amortissement comprend la radiation des immobilisations. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements importants sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés que cette mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA aux mesures conformes aux PCGR présentées dans les états des résultats pour les semestres et les trimestres terminés le 31 juillet 2010 et le 1^{er} août 2009.

	Pour les semestres terminés les		Pour les trimestres terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	80 394 000 \$	49 888 000 \$	57 003 000 \$	38 566 000 \$
Intérêts sur la dette à long terme	394 000	433 000	195 000	214 000
Revenu de placement	(1 644 000)	(1 407 000)	(834 000)	(680 000)
Amortissement	29 912 000	30 159 000	15 132 000	15 513 000
BAIIA	109 056 000 \$	79 073 000 \$	71 496 000 \$	53 613 000 \$

La société présente également le chiffre d'affaires des magasins comparables, qui est le chiffre d'affaires généré par les magasins ouverts depuis au moins un an.

Le chiffre d'affaires de magasins comparables n'est pas une mesure du bénéfice reconnue selon les PCGR et n'a donc pas de définition normalisée aux termes de ceux-ci. Le chiffre d'affaires de magasins comparables dont il est question dans le présent rapport de gestion peut donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient sept bannières : Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Cassis, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les centres commerciaux linéaires et les mégacentres commerciaux de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille au développement constant de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société poursuit sa croissance en continuant d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite un site Web de commerce électronique de marchandises pour ses bannières taille plus (Penningtons et Addition Elle). Ce canal de vente en ligne offre la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques. La société prévoit lancer un site Web de commerce électronique pour la bannière Reitmans au troisième trimestre de l'exercice 2011.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SEMESTRE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2010 (LE «PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2011») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SEMESTRE TERMINÉ LE 1^{ER} AOÛT 2009 (LE «PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2010»)

Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 2011 a augmenté de 3,3 %, pour s'établir à 534 631 000 \$, contre 517 723 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a pour sa part progressé de 1,6 %. Des signes de reprise économique ont commencé à se faire sentir au Canada, alors que les autres économies mondiales continuent à éprouver des difficultés. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* de juillet 2010, la Banque du Canada indique qu'elle prévoit une croissance graduelle au pays et que l'économie devrait tourner de nouveau à plein régime à la fin de l'année 2011. Statistique Canada a déclaré que, bien que l'indice des prix à la consommation se soit accru en mai et en juin, les prix du secteur des vêtements et des chaussures ont décliné. La pression à la baisse sur les prix au détail des vêtements s'explique principalement par la concurrence grandissante ainsi que par les clients qui exigent des prix avantageux. Malgré tout, il y a eu une hausse du chiffre d'affaires de la société grâce à la valeur des produits qu'elle continue à offrir, qui reflètent un bon rapport qualité-prix. Les ventes de la société ont continué de s'améliorer dans l'est du Canada, en particulier au Québec et en Ontario, grâce aux températures élevées et au temps sec, tandis que le marché de l'ouest du pays représente un plus grand défi.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le BAIIA a augmenté de 29 983 000 \$, ou 37,9 %, pour s'établir à 109 056 000 \$, comparativement à 79 073 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. S'élevant à 68,8 % pour le premier semestre de l'exercice 2011, la marge brute de la société a progressé par rapport à celle de 63,0 % pour le premier semestre de l'exercice 2010, essentiellement en raison de l'incidence des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. Puisque la société règle la majeure partie de ses achats de marchandises en dollars américains, une variation importante de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain a une incidence sur le bénéfice. La progression de la marge brute découle principalement de l'incidence de la baisse des coûts des marchandises vendues, par rapport aux achats connexes, imputable à l'appréciation du dollar canadien au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 et au début de l'exercice 2011. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$ CA, contre 1,19 \$ CA pour le premier semestre de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour le premier semestre de l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,08 \$ CA et un plancher de 1,00 \$ CA (respectivement, 1,30 \$ et 1,08 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010). Les éléments importants des coûts d'exploitation des magasins influant sur le BAIIA comprennent le salaire du personnel en magasin, en hausse de 17 points de base exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, en raison principalement de l'augmentation du taux de salaire minimum dans divers territoires. Par ailleurs, la société offre un régime incitatif de primes pour les salariés reposant sur des objectifs liés au rendement de l'exploitation, et une charge connexe est constatée en fonction de l'atteinte de ces objectifs. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la charge connexe s'est accrue de 1 750 000 \$ par rapport à celle du premier semestre de l'exercice 2010.

La charge d'amortissement pour le premier semestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 29 912 000 \$, contre 30 159 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 795 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 1 090 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour le premier semestre de l'exercice 2011 a augmenté de 16,8 %, pour s'établir à 1 644 000 \$, comparativement à 1 407 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le revenu de dividendes a atteint 1 286 000 \$, par rapport à 1 072 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. Il n'y a eu ni gain net ni perte nette en capital pour le premier semestre de l'exercice 2011, alors que les pertes nettes en capital se sont élevées à 61 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont diminué pour le premier semestre de l'exercice 2011, s'établissant à 358 000 \$, contre 396 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 394 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2011, comparativement à 433 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010. Cette baisse reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts pour le premier semestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 24 048 000 \$, selon un taux d'imposition effectif de 29,9 %, par rapport à 15 661 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2010, selon un taux d'imposition effectif de 31,4 %. La réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le bénéfice net a augmenté de 64,6 %, pour se chiffrer à 56 346 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,83 \$), comparativement à 34 227 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,49 \$) pour le premier semestre de l'exercice 2010. Cette augmentation découle principalement de l'incidence de la baisse des coûts des marchandises vendues en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, ces achats, qui sont réglés en dollars américains, ont dépassé 106 000 000 \$ US (104 000 000 \$ US au 1^{er} août 2009). La valeur du dollar canadien a continué à fluctuer par rapport à celle du dollar américain pour le premier semestre de l'exercice 2011. La société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses obligations en dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2011, la société a ouvert 18 magasins, soit 7 Reitmans, 1 Smart Set, 1 RW & CO., 1 Thyme Maternité, 4 Cassis, 3 Penningtons et 1 Addition Elle, et elle en a fermé 18. Par conséquent, au 31 juillet 2010, la société comptait 977 magasins en exploitation, soit 366 Reitmans, 161 Smart Set, 67 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 21 Cassis, 165 Penningtons et 121 Addition Elle, comparativement à un total de 971 magasins au 1^{er} août 2009.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue de les vendre dans le cours normal des activités.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2010 (LE « DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 1^{ER} AOÛT 2009 (LE « DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010 »)

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, la société a continué à observer une légère amélioration des ventes, ce qui laisse présager une reprise de l'économie. Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de l'exercice 2011 a augmenté de 3,3 %, pour s'établir à 295 653 000 \$, contre 286 071 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a pour sa part progressé de 1,5 %. Statistique Canada a annoncé une croissance des ventes dans le secteur des vêtements en mai 2010, soit une hausse de 2,6 % par rapport à celles d'avril 2010. C'est dans l'est du Canada, notamment au Québec et en Ontario, que les ventes ont affiché les hausses les plus importantes en raison des conditions climatiques qui ont eu une incidence sur la demande des clients, tandis que l'ouest du pays a été à la traîne.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, le BAIIA a augmenté de 17 883 000 \$, ou 33,4 %, pour s'établir à 71 496 000 \$, comparativement à 53 613 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. S'élevant à 69,0 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, la marge brute de la société s'est accrue de manière importante par rapport à celle de 63,0 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, essentiellement en raison de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien. Puisque la société règle la majeure partie de ses achats de marchandises en dollars américains, une variation importante de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain a une incidence sur le bénéfice. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,04 \$ CA, contre 1,13 \$ CA pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,08 \$ CA et un plancher de 1,01 \$ CA (respectivement, 1,18 \$ et 1,08 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010). Les éléments importants des coûts d'exploitation des magasins influant sur le BAIIA comprennent le salaire du personnel en magasin, en hausse de 15 points de base exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, en raison principalement de l'augmentation du taux de salaire minimum dans divers territoires.

La charge d'amortissement pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 15 132 000 \$, contre 15 513 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 370 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 936 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 a augmenté de 22,6 %, pour s'établir à 834 000 \$, comparativement à 680 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, le revenu de dividendes a atteint 615 000 \$, par rapport à 562 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Il n'y a eu ni gain net ni perte nette en capital pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, alors que les gains nets en capital se sont élevés à 8 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont augmenté pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, s'établissant à 219 000 \$, contre 110 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 195 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 214 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Cette diminution reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 17 128 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 30,0 %, par rapport à 12 140 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, selon un taux d'imposition effectif de 31,5 %. Cette réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, le bénéfice net a augmenté de 50,9 % pour se chiffrer à 39 875 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,59 \$), comparativement à 26 426 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,38 \$) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Cette augmentation s'explique essentiellement par la réduction du coût des marchandises vendues en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour le deuxième trimestre de l'exercice, ces achats, qui sont réglés en dollars américains, se sont élevés à environ 46 000 000 \$ US (42 000 000 \$ US pour le trimestre terminé le 1^{er} août 2009). La valeur du dollar canadien a continué à fluctuer par rapport à celle du dollar américain au deuxième trimestre. La société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, la société a ouvert 7 magasins, soit 2 Reitmans, 1 Smart Set, 1 RW & CO., 1 Thyme Maternité et 2 Cassis, et elle en a fermé 12. Par conséquent, au 31 juillet 2010, la société comptait 977 magasins en exploitation, soit 366 Reitmans, 161 Smart Set, 67 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 21 Cassis, 165 Penningtons et 121 Addition Elle, comparativement à un total de 971 magasins au 1^{er} août 2009.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non vérifiés ont été préparés sur la même base que l'ont été les états financiers annuels.

(EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Chiffre d'affaires	Bénéfice net	Bénéfice par action (« BPA »)	
			De base	Dilué
31 juillet 2010	295 653 \$	39 875 \$	0,59 \$	0,59 \$
1 ^{er} mai 2010	238 978	16 471	0,24	0,24
30 janvier 2010	268 120	14 088	0,21	0,21
31 octobre 2009	270 684	18 921	0,28	0,28
1 ^{er} août 2009	286 071	26 426	0,38	0,38
2 mai 2009	231 652	7 801	0,11	0,11
31 janvier 2009	261 801	8 981	0,13	0,13
1 ^{er} novembre 2008	271 240	23 004	0,33	0,32

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats de l'exercice complet ou d'une période ultérieure.

BILAN

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 JUILLET 2010 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 30 JANVIER 2010

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 213 536 000 \$, en baisse de 6,6 % par rapport à ceux de 228 577 000 \$ inscrits au 30 janvier 2010. La diminution de 15 041 000 \$ de la trésorerie s'explique surtout par des acquisitions d'immobilisations de 23 943 000 \$, le versement de dividendes de 25 414 000 \$ et l'achat d'actions de catégorie A sans droit de vote à hauteur de 30 112 000 \$, le tout étant contrebalancé par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 31 juillet 2010, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 49 316 000 \$, contre 48 026 000 \$ au 30 janvier 2010. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. L'amélioration constante du marché observée au premier semestre de l'exercice 2011 s'est traduite par une hausse de la valeur marchande du portefeuille de placements de la société d'environ 2,4 %. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 2 582 000 \$, en baisse de 344 000 \$ par rapport à ceux comptabilisés au 30 janvier 2010. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Les stocks de marchandises se sont élevés à 68 429 000 \$, soit 5 302 000 \$ de plus qu'au 30 janvier 2010, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation normale des stocks en vue de la saison automnale, et ce, malgré une réduction du coût des marchandises attribuable à l'appréciation du dollar canadien. Les charges payées d'avance ont totalisé 15 749 000 \$, contre 11 873 000 \$ au 30 janvier 2010, une hausse qui s'explique principalement par le moment auquel a été effectué le paiement de divers éléments prépayés, comme les assurances et les contrats d'entretien.

Les impôts futurs découlent de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et leurs assiettes d'imposition respectives, et ils sont constatés aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur applicables afin de tenir compte de leurs incidences fiscales futures. Les actifs d'impôts futurs s'expliquent en majeure partie par les écarts relatifs aux immobilisations.

La société a investi 23 943 000 \$ en acquisitions d'immobilisations au cours du premier semestre de l'exercice 2011. Son investissement consiste en 19 703 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 4 240 000 \$ pour le bureau de la rue Sauvé et le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa, principalement en améliorations du système de technologie de l'information.

Les créiteurs et charges à payer se sont établis à 68 814 000 \$, en baisse de 8 952 000 \$ par rapport à ceux inscrits au 30 janvier 2010. Les créiteurs de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de taxes de vente, de retenues d'impôt à la source et de passifs au titre des cartes-cadeaux non utilisées. Les impôts sur le bénéfice exigibles se sont chiffrés à 1 147 000 \$, contre 4 677 000 \$ au 30 janvier 2010, une diminution qui s'explique en grande partie par le règlement des impôts qui étaient à payer à la fin de l'exercice.

La société offre un régime de retraite à prestations déterminées (le « régime »). Une évaluation actuarielle en a été faite en date du 31 décembre 2007 et extrapolée au 30 janvier 2010 en vue de déterminer le passif estimatif que la société a engagé relativement aux provisions du régime. La société est aussi le promoteur d'un régime complémentaire de retraite pour certains cadres dirigeants (le « RCRCD »). Le RCRCD n'est pas capitalisé, et lorsqu'une obligation survient relativement aux paiements à effectuer aux termes du RCRCD (par exemple, lorsqu'un participant admissible prend sa retraite et commence à toucher des prestations aux termes du RCRCD), les paiements sont portés en diminution du montant accumulé, à mesure que les paiements sont effectués. Au 31 juillet 2010, le passif au titre des prestations constituées des régimes s'élevait à 6 075 000 \$, contre 5 443 000 \$ au 30 janvier 2010, une hausse qui s'explique par un montant de 942 000 \$ qui a été passé en charges au titre des deux régimes pour le premier semestre de l'exercice 2011, tandis que pour la même période, les cotisations aux régimes de retraite se sont chiffrées à 310 000 \$.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 JUILLET 2010 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 1^{ER} AOÛT 2009

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 213 536 000 \$, en hausse de 15,3 % par rapport à ceux de 185 468 000 \$ au 1^{er} août 2009. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 31 juillet 2010, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 49 316 000 \$, contre 37 648 000 \$ au 1^{er} août 2009. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. L'accroissement au chapitre des titres négociables découle d'achats de titres combinés à une progression importante de la valeur marchande du portefeuille par rapport à l'exercice antérieur. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 2 582 000 \$, en baisse de 160 000 \$ par rapport à ceux au 1^{er} août 2009. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Les stocks de marchandises se sont établis à 68 429 000 \$, soit 8 393 000 \$ de moins qu'au 1^{er} août 2009, en raison surtout de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les marchandises achetées qui étaient encore dans les stocks à la fin du trimestre. Les charges payées d'avance se sont élevées à 15 749 000 \$, contre 13 459 000 \$ au 1^{er} août 2009, une hausse qui s'explique principalement par le moment auquel a été effectué le paiement de divers éléments prépayés, comme les assurances et les contrats d'entretien.

Les impôts futurs découlent de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et leurs assiettes d'imposition respectives, et ils sont constatés aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur applicables afin de tenir compte de leurs incidences fiscales futures. Les actifs d'impôts futurs s'expliquent en majeure partie par les écarts relatifs aux immobilisations.

Les immobilisations se sont chiffrées à 214 283 000 \$, contre 234 113 000 \$ au 1^{er} août 2009. La réduction de la valeur comptable nette des immobilisations reflète la diminution des dépenses en immobilisations au cours du second semestre de l'exercice 2010 en raison du contexte économique difficile. La société a investi 23 943 000 \$ en acquisitions d'immobilisations au cours du premier semestre de l'exercice 2011. Son investissement pour le premier semestre de l'exercice 2011 consiste en 19 703 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 4 240 000 \$ pour le bureau de la rue Sauvé et le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa, principalement en améliorations du système de technologie de l'information.

Les créiteurs et charges à payer se sont établis à 68 814 000 \$, en hausse de 6 043 000 \$ par rapport à ceux au 1^{er} août 2009. Les créiteurs de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de taxes de vente, de retenues d'impôt à la source et de passifs au titre des cartes-cadeaux non utilisées. Les impôts sur le bénéfice exigibles se sont chiffrés à 1 147 000 \$, comparativement à des impôts sur le bénéfice à recouvrer de 7 647 000 \$ au 1^{er} août 2009, principalement parce que les acomptes provisionnels payés ont été supérieurs aux impôts estimatifs de l'exercice précédent.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Des signes de reprise économique ont commencé à se faire sentir au Canada, tandis que les autres économies mondiales continuent à éprouver des difficultés. Dans son *Enquête sur la population active* de juillet 2010, Statistique Canada a déclaré que, depuis le début de la tendance à la hausse de l'emploi en juillet 2009, celui-ci a augmenté de 2,3 %. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions au chapitre de l'exploitation à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et, contrairement à bien des entreprises qui ressentent l'effet de l'accès désormais limité au crédit, elle dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

CONCURRENCE

Le secteur canadien du vêtement est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien. La société a constaté, au cours des dernières années, l'arrivée d'un certain nombre de concurrents étrangers qui exercent maintenant des activités dans pratiquement tous les créneaux du commerce de détail canadien au sein desquels la société est présente. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite sept bannières différentes, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale.

SAISONNALITÉ

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 977 points de vente loués et exploités sous sept bannières dans l'ensemble du Canada. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité de l'exploitation de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'exploitation du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes futures qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer son exploitation, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers, de ventes de détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. Toute perturbation majeure de la performance de ces systèmes pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur l'exploitation et les résultats financiers de la société.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités dans toutes les provinces et dans tous les territoires canadiens. De ce fait, elle est assujettie à tous changements importants et négatifs susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le bénéfice et le chiffre d'affaires, les taux d'imposition, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10 % des achats de la société (en dollars et/ou en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et/ou la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de variation du cours des actions, ont été fournies dans le rapport annuel de l'exercice 2010 de la société et aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du semestre terminé le 31 juillet 2010, sauf en ce qui concerne le risque de change tel qu'il est décrit ci-après.

RISQUE DE CHANGE

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains et, par conséquent, une volatilité importante de la devise américaine par rapport à la devise canadienne peut avoir des répercussions négatives sur sa marge brute. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises dont la durée ne dépasse pas trois mois et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 31 juillet 2010, au 1^{er} août 2009 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains qui, au 31 juillet 2010, étaient principalement constitués de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 32 838 000 \$ et de créanciers s'élevant à 3 748 000 \$, afin de déterminer dans quelle

mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 31 juillet 2010, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné, respectivement, une diminution ou une augmentation de 2 094 000 \$ du bénéfice net de la société pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2010.

LIQUIDITÉ, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 31 juillet 2010, les capitaux propres s'élevaient à 514 382 000 \$, ou 7,78 \$ par action, contre 512 000 000 \$, ou 7,49 \$ par action, l'an dernier (510 166 000 \$, ou 7,55 \$ par action, au 30 janvier 2010). L'incidence de la récession sur les marchés boursiers canadiens au cours de l'exercice 2010 a entraîné à sa suite une importante chute de l'indice composé de la Bourse de Toronto. La société, du fait des avoirs importants qu'elle détient sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, n'a toutefois subi que de minimes pertes de valeur sur le plan de ses actifs liquides. Grâce à l'amélioration du marché observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société s'est rétablie de manière importante. La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables (présentés à la juste valeur) totalisant 262 852 000 \$, contre 223 116 000 \$ l'an dernier (276 603 000 \$ au 30 janvier 2010). La trésorerie est investie de façon prudente, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement (non garantis) de 125 000 000 \$. Au 31 juillet 2010, une tranche de 61 889 000 \$ (55 742 000 \$ au 1^{er} août 2009 et 53 624 000 \$ au 30 janvier 2010) de la ligne de crédit d'exploitation était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorerait pas ses obligations contractuelles. Au 31 juillet 2010, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces lettres de crédit de soutien était de 5 063 000 \$. Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2011. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est auto-assurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des sinistres afin d'atténuer l'incidence financière des risques opérationnels.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 321 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011. La société a versé des dividendes s'élevant à 13 227 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 12 307 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, la société a racheté 1 583 300 actions de catégorie A sans droit de vote dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en contrepartie de 30 112 000 \$ provenant de ses ressources en liquidités.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la société a investi 23 943 000 \$ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, et pour améliorer le système de technologie de l'information dans le bureau de la rue Sauvé et dans le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa. La société prévoit faire près de 30 000 000 \$ de dépenses en immobilisations au cours de l'exercice se terminant le 29 janvier 2011 relativement à la construction et à la rénovation de magasins ainsi qu'à l'amélioration du système de technologie de l'information. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en espèces, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de son exploitation.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente les engagements financiers de la société, exclusion faite des débiteurs et des charges à payer, en date du 31 juillet 2010, dont le détail a été présenté précédemment.

	Total	D'ici un an	Dans deux à quatre ans	Dans cinq ans et plus
Obligations contractuelles				
Contrats de location-exploitation des magasins et des bureaux ¹	471 360 000 \$	101 202 000 \$	218 792 000 \$	151 366 000 \$
Autres contrats de location-exploitation ²	16 570 000	4 006 000	9 599 000	2 965 000
Dette à long terme	12 092 000	1 341 000	4 569 000	6 182 000
Intérêts sur la dette à long terme	3 042 000	725 000	1 630 000	687 000
Total des obligations contractuelles	503 064 000 \$	107 274 000 \$	234 590 000 \$	161 200 000 \$

¹ Représente les montants minimaux des loyers à payer aux termes de baux à long terme pour les magasins et les bureaux en date du 31 juillet 2010.

² Comprend les paiements au titre de la location du matériel informatique, d'automobiles et de matériel de bureau.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 31 août 2010, 13 440 000 actions ordinaires et 52 692 906 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options en cours de la société s'établissait à 3 205 500 et leur prix d'exercice moyen était de 14,35 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

En novembre 2009, la société a reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto de donner suite à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités aux termes de laquelle elle peut racheter jusqu'à 2 728 972 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, soit 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 23 novembre 2009. Le volume quotidien moyen des opérations en bourse sur le titre s'est établi à 84 048 actions au cours de la période de six mois précédant le 1^{er} novembre 2009. Conformément aux règlements de la Bourse de Toronto, la société peut racheter quotidiennement jusqu'à 25 % de cette moyenne, soit 21 012 actions. L'offre a débuté le 28 novembre 2009 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2010. Les actions seront rachetées à la Bourse de Toronto au nom de la société par l'entremise d'un courtier inscrit. Le prix payé pour les actions correspondra au cours du marché en vigueur au moment des rachats. Le nombre d'actions rachetées et le moment choisi pour effectuer les rachats seront déterminés par la direction de la société. Toutes les actions rachetées par la société seront annulées. La société a racheté, depuis le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le 28 novembre 2009, 2 083 300 actions de catégorie A sans droit de vote en contrepartie d'une somme en espèces totale de 38 462 000 \$. Au cours du premier semestre de l'exercice 2011, la société a racheté, aux fins d'annulation, 1 583 300 actions de catégorie A sans droit de vote, d'une valeur comptable de 731 000 \$, en contrepartie d'une somme en espèces totale de 30 112 000 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, soit 29 381 000 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises. Pour l'exercice à ce jour, la société a satisfait à son obligation en matière de dollars américains grâce à des achats au prix au comptant.

Un contrat d'option sur devises constitue une option d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date et selon un montant prédéterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes.

La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Les contrats d'option sur devises envisagés ont une échéance qui ne dépasse pas trois mois. Au 31 juillet 2010, au 1^{er} août 2009 et au 30 janvier 2010, la société n'avait en cours aucun contrat d'option sur devises.

Le bénéfice net de la société pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2010 comprend respectivement des gains et des pertes de change de 1 064 000 \$ et 128 000 \$ (des pertes de 1 141 000 \$ et de 1 366 000 \$ pour le trimestre et le semestre terminés le 1^{er} août 2009, respectivement).

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société loue deux magasins de détail qui appartiennent à un apparenté. Les baux de ces locaux ont été conclus selon des modalités commerciales semblables à celles des baux qui ont été conclus avec des tiers pour des établissements semblables. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la charge locative aux termes de ces baux a totalisé environ 95 000 \$ (95 000 \$ pour le semestre terminé le 1^{er} août 2009).

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la société a engagé des honoraires de 451 000 \$ liés à des conseils juridiques généraux et à d'autres types de consultation (232 000 \$ pour le semestre terminé le 1^{er} août 2009) auprès de cabinets de services professionnels auxquels sont associés des administrateurs externes de la société. La société est d'avis que cette rémunération est fondée sur des modalités normales pour des opérations entre non-apparentés.

Ces opérations sont inscrites au montant de la contrepartie versée conformément à ce qui a été établi et convenu par les apparentés.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société réduit ses risques de crédit en investissant son encaisse disponible dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. Grâce à l'amélioration du marché récemment observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société s'est rétablie de manière importante. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur les bénéfices et même si la société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises, cette imprévisibilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

VALEUR DES STOCKS

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une provision est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks et les retours sur ventes, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des marchandises vendues constituent des éléments importants des états financiers, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements à base d'actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Les options sur actions attribuées sont passées en charges sur la période d'acquisition en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes. Pour calculer le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de l'exercice en fonction de la juste valeur, diverses hypothèses sont utilisées pour établir la durée prévue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité prévue du cours des actions et le taux moyen de rendement des actions. Le recours à d'autres estimations pourrait faire en sorte que la charge de rémunération à base d'actions soit différente de celle que la société a constatée.

RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées et parraine aussi un RCRC. Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats d'exploitation. Les hypothèses utilisées dans le calcul de la charge de retraite et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes. Avec prise d'effet à l'ouverture de l'exercice terminé le 30 janvier 2010, la société a abaissé sa prévision du taux de rendement à long terme des actifs des régimes de 7,5 % à 7,0 % en raison du rendement des marchés boursiers nord-américains. Le recours à d'autres hypothèses pourrait faire en sorte que la charge de retraite diffère de celle que la société a comptabilisée. Le régime de retraite à prestations déterminées est entièrement capitalisé et solvable d'après l'évaluation actuarielle menée au 31 décembre 2007 et extrapolée au 30 janvier 2010, alors que le RCRC est un régime de retraite sans capitalisation.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils font l'objet d'un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Si la société détermine à l'avenir qu'il y a eu baisse de valeur, elle doit radier la tranche dépréciée des écarts d'acquisition.

CARTES-CADEAUX

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de passif et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. Pour chaque période, la société examine les passifs au titre des cartes-cadeaux pour en évaluer la pertinence. Dans le cadre de son examen, la société fait une estimation de l'utilisation prévue et elle évalue les tendances particulières qui pourraient se traduire en un ajustement au passif au titre des cartes-cadeaux non utilisées.

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et a modifié le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes visant les écarts d'acquisition demeurent telles qu'elles étaient dans l'ancien chapitre 3062. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. L'adoption de cette norme a entraîné le reclassement, dans les actifs incorporels au bilan, de la valeur comptable nette des logiciels de 9 964 000 \$ au 30 janvier 2010, somme qui était auparavant classée dans les immobilisations corporelles. À des fins de comparaison, au 1^{er} août 2009, la valeur comptable nette des logiciels de 7 428 000 \$ a été reclassée dans les actifs incorporels, alors qu'elle était auparavant classée dans les immobilisations corporelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de rehausser les exigences en matière d'information à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur et du risque de liquidité des instruments financiers. Cette modification s'applique aux états financiers annuels pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009 et a pour objet de faciliter la convergence vers les IFRS. Les instruments financiers constatés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux :

Niveau 1 – évaluation fondée sur des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des passifs ou des actifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données non observables du marché (utilisation d'hypothèses et d'estimations de la direction quant au prix qu'attribueraient les intervenants du marché aux actifs ou aux passifs).

Le chapitre modifié porte uniquement sur les informations à fournir et n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Au 31 juillet 2010, au 1^{er} août 2009 et au 30 janvier 2010, la société ne détenait pas une quantité importante d'actifs ou de passifs devant être évalués à la juste valeur, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables, qui ont tous été évalués au moyen de données de niveau 1 de la hiérarchie d'évaluation à la juste valeur.

PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour les périodes et les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la société, il s'agira de l'exercice se terminant le 28 janvier 2012. Par conséquent, la société devra commencer à présenter son information financière selon les IFRS au trimestre se terminant le 30 avril 2011. Elle devra alors dresser un bilan d'ouverture et fournir des données établies selon les IFRS pour les périodes comparatives présentées.

En 2008, la société a commencé à planifier le passage des PCGR du Canada actuels aux IFRS en établissant un plan d'exécution et en mettant sur pied une équipe de projet. Cette équipe est chapeautée par des cadres dirigeants de son service des finances, lesquels assurent la gouvernance, la gestion et le soutien du projet dans son ensemble. Des représentants de divers secteurs de l'organisation, au besoin, et des conseillers externes mandatés pour le passage aux IFRS font également partie de cette équipe, qui rend des comptes au Comité de vérification de la société sur une base trimestrielle.

Le plan d'exécution du projet comporte trois étapes, soit l'évaluation préliminaire, l'évaluation détaillée et la conception ainsi que la mise en œuvre.

ÉTAPE 1 : Évaluation préliminaire	
Mesures	• Révision de haut niveau des principales différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS. • Évaluation initiale des différentes dispenses prévues par l'IFRS 1 et disponibles à la date de transition. • Évaluation de haut niveau des répercussions possibles sur la présentation de l'information financière, les processus d'affaires, les contrôles internes et les systèmes d'information. • Séances de formation relatives aux IFRS à l'intention des divers membres de l'équipe de projet des IFRS.
Calendrier	Troisième trimestre de l'exercice 2009
Progression	Terminé
ÉTAPE 2 : Évaluation détaillée et conception	
Mesures	• Chaque secteur de différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS relevé au cours de l'évaluation préliminaire fait l'objet d'une évaluation, et un membre de l'équipe de projet des IFRS est chargé d'examiner ces différences. • Cet examen porte notamment sur les modifications à apporter aux conventions comptables, aux systèmes d'information et aux processus d'affaires déjà en place, en plus d'une analyse des diverses conventions comptables permises par les IFRS et des répercussions sur la préparation des états financiers en application des IFRS. • L'équipe de projet des IFRS de la société discute de ces différences et rend compte de ses décisions, notamment au sujet de la sélection des dispenses prévues par l'IFRS 1 à la date de transition, dans des notes de service relatives aux IFRS qui sont soumises à l'approbation des vérificateurs externes. • Établissement d'un projet d'états financiers et de notes conformes aux IFRS. • Aux trimestres, présentation des principales différences et de leurs conséquences au comité de vérification.
Calendrier	Deuxième trimestre de l'exercice 2011
Progression	• Les différences attribuables aux IFRS ont fait l'objet d'une analyse, et des conclusions ont été formulées au sujet de la plupart des choix de conventions comptables, des modifications aux processus et de choix non récurrents au moment de la transition. • La société travaille actuellement à l'établissement d'états financiers provisoires conformes aux IFRS, conformément à l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. • Des sessions périodiques d'information et de mise à jour au sujet de l'état d'avancement du projet sont données à l'intention de la haute direction et du comité de vérification.

ÉTAPE 3 :

Mise en œuvre

Mesures	• Intégration des modifications dans les systèmes, les processus d'affaires et le contrôle interne, au besoin. • Comptabilité parallèle en application des PCGR du Canada et des IFRS. • Préparation de rapprochements détaillés entre les états financiers conformes aux PCGR du Canada et aux IFRS. • Programmes de formation à l'intention du personnel des finances et d'autres services de la société, au besoin. • Approbation des états financiers conformes aux IFRS par le comité de vérification.
Calendrier	Troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2011
Progression	En cours

Les progrès réalisés jusqu'à maintenant par la société ont donné lieu aux conclusions suivantes :

PREMIÈRE ADOPTION (IFRS 1)

L'IFRS 1 décrit le cadre de la première adoption des IFRS et indique qu'en général, une entité doit appliquer les IFRS de manière rétrospective et que les ajustements découlant de la conversion aux IFRS doivent être constatés directement dans les bénéfices non répartis. L'IFRS 1 prévoit diverses dispenses facultatives et obligatoires. La société s'attend actuellement à se prévaloir des dispenses suivantes :

Dispense	Application de la dispense
Regroupements d'entreprises	La société a l'intention d'utiliser la dispense et de ne pas retraiter sa comptabilisation des regroupements d'entreprises antérieurs.
Juste valeur comme coût présumé	La société a l'intention de ne pas utiliser la dispense, mais de continuer à inscrire ses immobilisations corporelles au coût historique.

Les autres dispenses facultatives ne s'appliquent que de façon limitée ou ne s'appliquent aucunement à la société.

CONVENTIONS COMPTABLES

Voici certains secteurs clés des différences comptables pour lesquels les modifications apportées aux conventions comptables au cours de la conversion aux IFRS peuvent avoir une incidence sur les états financiers de la société. Cette liste ne doit pas être considérée comme liste exhaustive des changements. Elle vise plutôt à mettre en évidence les secteurs des différences comptables qui, de l'avis actuel de la société, s'avéreront les plus importantes au moment de la conversion aux IFRS.

Secteur clé des différences comptables	Différences ayant des répercussions potentielles pour la société
Présentation des états financiers (IAS 1)	• Classification de l'état des résultats par fonction ou nature. • Informations supplémentaires présentées dans les notes afférentes aux états financiers. • La société s'occupera de ces différences de présentation lorsqu'elle préparera l'ébauche de ses états financiers selon les IFRS au cours de l'exercice 2011.
Immobilisations corporelles (IAS 16)	• Répartition en composantes des bâtiments en vue d'un amortissement distinct sur différentes durées de vie utile. • La société évalue les composantes importantes des bâtiments qui feront l'objet d'un amortissement distinct.
Dépréciations d'actifs (IAS 36)	• Regroupements d'actifs dans des unités génératrices de trésorerie en fonction des entrées de trésorerie indépendantes aux fins des tests de dépréciation, au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie dans le cadre d'une approche en une seule étape. • La société a déterminé les unités génératrices de trésorerie qui seraient utilisées aux fins des tests de dépréciation. Des modèles en développement seront utilisés pour les tests de dépréciation à la date de passage aux IFRS.
Programmes de fidélisation de la clientèle (IFRIC 13)	• Comptabilisation des primes de fidélisation comme une composante distincte des produits qui est reportée jusqu'à l'exécution de l'obligation envers le client. • La société quantifie actuellement l'incidence de l'application de la méthode de la répartition des produits sur la comptabilisation des primes de fidélisation.
Avantages du personnel	• Comptabilisation immédiate des passifs et des charges relatifs au coût des services passés lié aux droits acquis au solde d'ouverture des résultats non distribués lors du passage aux IFRS et aux résultats par la suite. • Comptabilisation des écarts actuariels au fur et à mesure qu'ils se produisent dans les autres éléments du résultat global, sans incidence sur les résultats.

Divers autres secteurs des IFRS auront des répercussions pour la société, mais dans une moindre mesure.

RÉPERCUSSIONS SUR LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Pour l'instant, la transition est censée avoir peu de répercussions sur les systèmes d'information utilisés par l'entité.

RÉPERCUSSIONS SUR LES CONTRÔLES INTERNES ET LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La transition aux IFRS n'aura pas de répercussion importante sur les contrôles internes de la société. Les différences attribuables aux IFRS pourront entraîner des changements de présentation et de processus devant permettre la communication d'informations plus détaillées dans les notes afférentes aux états financiers. Toutefois, pour l'instant, il n'est pas prévu qu'il en résultera de nombreuses différences pour les traitements comptables utilisés par la société.

Les contrôles et procédures de communication de l'information pourront changer en raison de la transition aux IFRS, mais l'on s'attend, là aussi, à ce que les répercussions soient minimales.

RÉPERCUSSIONS SUR L'EXPERTISE EN MATIÈRE D'INFORMATION FINANCIÈRE

Tous les membres de l'équipe des finances directement touchés par la transition aux IFRS ont suivi une formation. Les autres membres du personnel des finances suivront, au besoin, une formation relative aux IFRS. La charte du comité de vérification sera modifiée au quatrième trimestre de l'exercice 2011 pour tenir compte des exigences en matière d'expertise financière relatives aux IFRS.

GÉNÉRALITÉS

Pour l'instant, il n'est pas possible de déterminer quelles seront les conséquences globales du basculement pour la situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la société. La direction a implanté un système pour pouvoir comptabiliser en parallèle l'information financière selon les IFRS à la date de transition et pour chacune des périodes financières de l'exercice 2011 dont les chiffres comparatifs seront présentés dans les états financiers de l'exercice 2012 préparés selon les IFRS.

La société continue de surveiller et d'évaluer les conséquences des différences changeantes entre les PCGR du Canada et les IFRS, l'*International Accounting Standards Board* (l'«IASB») étant censé continuer à publier de nouvelles normes comptables pendant la période de transition.

Le projet de conversion aux IFRS de la société progresse conformément à l'échéancier prévu. Au fur et à mesure que ce projet avancera, la société pourra modifier ses intentions et les étapes à franchir qui ont été communiquées au moment de la présentation de l'information afin de tenir compte des modifications apportées aux normes internationales en cours d'élaboration ou à la lumière de nouvelles informations ou d'autres facteurs externes dont elle pourrait prendre connaissance d'ici au basculement.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 30 janvier 2010 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109 de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux principes comptables généralement reconnus. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 30 janvier 2010 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du semestre terminé le 31 juillet 2010 qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

Des signes d'une reprise économique commencent à se faire sentir alors que les principaux indicateurs économiques montrent une amélioration. Les niveaux d'emploi au Canada ont affiché une croissance graduelle, les ventes dans le secteur du commerce de détail sont plus favorables et le taux d'inflation est demeuré stable et, selon les prévisions, devrait se maintenir à un taux peu élevé. La force du dollar canadien favorise les importateurs. Elle freine toutefois l'activité économique dans d'autres secteurs au pays. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* de juillet 2010, la Banque du Canada a prévu une croissance de l'économie de 3,5 % en 2010, suivie par un ralentissement à 2,9 % en 2011. Elle indique cependant que l'économie devrait tourner de nouveau à plein régime à la fin de l'année 2011. Toutefois, la société estime que la demande des consommateurs demeurera faible pendant l'exercice 2011, accompagnée par une légère progression étant donné que les consommateurs demeurent prudents. Ces attentes guident la direction dans sa gestion de toutes les facettes de l'entreprise. Sur une note positive, la direction est d'avis que la société demeure en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société n'a pratiquement aucune dette et dispose de réserves de trésorerie qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent à tous les égards, notamment en ce qui concerne le merchandising, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 110 salariés à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine.

La direction de la société est d'avis que, de manière générale, les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte, même en ces temps difficiles. La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre. Ses systèmes, notamment pour l'approvisionnement en marchandises, le contrôle des stocks, la planification, l'attribution et la distribution, la gestion du centre de distribution, les points de vente, la gestion financière et la technologie de l'information sont entièrement intégrés. La société s'est engagée à continuer d'investir dans la formation de ses salariés à tous les niveaux.

BILANS

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

14

	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Vérifié 30 janvier 2010
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 9)	213 536 \$	185 468 \$	228 577 \$
Titres négociables (note 9)	49 316	37 648	48 026
Débiteurs	2 582	2 742	2 926
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	—	7 647	—
Stocks de marchandises	68 429	76 822	63 127
Charges payées d'avance	15 749	13 459	11 873
Impôts futurs	2 441	2 604	2 395
Total de l'actif à court terme	352 053	326 390	356 924
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations corporelles	204 344	226 685	210 612
Actifs incorporels	9 939	7 428	9 964
Total des immobilisations	214 283	234 113	220 576
ÉCARTS D'ACQUISITION	42 426	42 426	42 426
IMPÔTS FUTURS	13 027	10 314	11 466
	621 789 \$	613 243 \$	631 392 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF À COURT TERME			
Créditeurs et charges à payer	68 814 \$	62 771 \$	77 766 \$
Impôts sur le bénéfice exigibles	1 147	—	4 677
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 7)	1 341	1 259	1 300
Total du passif à court terme	71 302	64 030	83 743
CRÉDITS REPORTÉS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION	19 279	20 603	20 609
DETTE À LONG TERME (note 7)	10 751	12 092	11 431
PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	6 075	4 518	5 443
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions (note 5)	26 930	24 430	25 888
Surplus d'apport	5 818	4 275	5 164
Bénéfices non répartis	482 173	487 110	480 622
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(539)	(3 815)	(1 508)
	481 634	483 295	479 114
Total des capitaux propres	514 382	512 000	510 166
	621 789 \$	613 243 \$	631 392 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DES RÉSULTATS

(NON VÉRIFIÉ)

(EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Pour les six mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
Chiffre d'affaires	534 631 \$	517 723 \$	295 653 \$	286 071 \$
Coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs (note 4)	425 575	438 650	224 157	232 458
	109 056	79 073	71 496	53 613
Amortissement	29 912	30 159	15 132	15 513
Bénéfice d'exploitation avant les éléments ci-dessous	79 144	48 914	56 364	38 100
Revenu de placement (note 9)	1 644	1 407	834	680
Intérêts sur la dette à long terme	394	433	195	214
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	80 394	49 888	57 003	38 566
Impôts sur le bénéfice				
Exigibles	25 798	16 714	18 103	11 868
Futurs	(1 750)	(1 053)	(975)	272
	24 048	15 661	17 128	12 140
Bénéfice net	56 346 \$	34 227 \$	39 875 \$	26 426 \$
Bénéfice par action (note 8)				
De base	0,84 \$	0,49 \$	0,59 \$	0,38 \$
Dilué	0,83	0,49	0,59	0,38

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU

(NON VÉRIFIÉ)

(EN MILLIERS)

	Pour les six mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
Bénéfice net	56 346 \$	34 227 \$	39 875 \$	26 426 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu au cours de la période (déduction faite des impôts de 144 \$ pour les six mois et de 55 \$ pour les trois mois terminés le 31 juillet 2010; 125 \$ pour les six mois et 49 \$ pour les trois mois terminés le 1 ^{er} août 2009)	969	4 322	371	3 875
Reclassement dans le bénéfice net des pertes (gains) sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 8 \$ pour les six mois et de (1)\$ pour les trois mois terminés le 1 ^{er} août 2009)	—	53	—	(7)
	969	4 375	371	3 868
Résultat étendu	57 315 \$	38 602 \$	40 246 \$	30 294 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

16

	Pour les six mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	56 346 \$	34 227 \$	39 875 \$	26 426 \$
Ajustements au titre de ce qui suit :				
Amortissement	29 912	30 159	15 132	15 513
Impôts futurs	(1 750)	(1 053)	(975)	272
Rémunération à base d'actions	1 003	299	549	202
Amortissement des crédits reportés au titre des contrats de location	(2 495)	(2 537)	(1 226)	(1 259)
Crédits reportés au titre des contrats de location	1 164	1 015	259	283
Cotisations à un régime de retraite	(310)	(300)	(155)	(172)
Charge de retraite	942	900	471	450
Perte (gain) sur la vente de titres négociables	—	61	—	(8)
Perte (gain) de change	160	857	(330)	839
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	(20 992)	(24 236)	4 967	27 006
	63 980	39 392	58 567	69 552
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achats de titres négociables	(177)	(1 773)	(107)	(1 773)
Produit de la vente de titres négociables	—	1 390	—	265
Acquisition d'immobilisations	(23 943)	(16 698)	(10 852)	(6 914)
	(24 120)	(17 081)	(10 959)	(8 422)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés	(25 414)	(24 857)	(13 227)	(12 307)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote aux fins d'annulation	(30 112)	(25 435)	(30 112)	(13 261)
Remboursement sur la dette à long terme	(639)	(600)	(321)	(302)
Produit tiré de l'émission de capital-actions	1 424	852	110	652
	(54 741)	(50 040)	(43 550)	(25 218)
(PERTE) GAIN DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISES	(160)	(857)	330	(839)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(15 041)	(28 586)	4 388	35 073
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	228 577	214 054	209 148	150 395
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	213 536 \$	185 468 \$	213 536 \$	185 468 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 9)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

	Pour les six mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
CAPITAL-ACTIONS				
Solde au début de la période	25 888 \$	23 830 \$	27 524 \$	23 807 \$
Contrepartie en espèces à l'exercice d'options sur actions	1 424	852	110	652
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	349	562	27	353
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions (note 5)	(731)	(814)	(731)	(382)
Solde à la fin de la période	26 930	24 430	26 930	24 430
SURPLUS D'APPORT				
Solde au début de la période	5 164	4 538	5 296	4 426
Coûts de rémunération liés aux options sur actions	1 003	299	549	202
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	(349)	(562)	(27)	(353)
Solde à la fin de la période	5 818	4 275	5 818	4 275
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS				
Solde au début de la période	480 622	502 361	484 906	485 870
Bénéfice net	56 346	34 227	39 875	26 426
Dividendes	(25 414)	(24 857)	(13 227)	(12 307)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 5)	(29 381)	(24 621)	(29 381)	(12 879)
Solde à la fin de la période	482 173	487 110	482 173	487 110
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Solde au début de la période	(1 508)	(8 190)	(910)	(7 683)
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu au cours de la période (déduction faite des impôts de 144 \$ pour les six mois et de 55 \$ pour les trois mois terminés le 31 juillet 2010; 125 \$ pour les six mois et 49 \$ pour les trois mois terminés le 1 ^{er} août 2009)	969	4 322	371	3 875
Reclassement dans le bénéfice net des pertes (gains) sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 8 \$ pour les six mois et de (1)\$ pour les trois mois terminés le 1 ^{er} août 2009)	—	53	—	(7)
Solde à la fin de la période ¹	(539)	(3 815)	(539)	(3 815)
Total des capitaux propres	514 382 \$	512 000 \$	514 382 \$	512 000 \$

¹ Les titres négociables sont classés comme étant des placements financiers disponibles à la vente et constituent le seul élément du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

(NON VÉRIFIÉ)

(TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

NOTES

18

1. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés (les « états financiers ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada en ce qui concerne l'information financière intermédiaire et ils comprennent tous les ajustements habituels et récurrents nécessaires à la juste présentation des états financiers. Par conséquent, ils ne contiennent pas toutes les informations et les notes exigées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en matière de présentation des états financiers annuels. Les présents états financiers doivent être lus à la lumière des plus récents états financiers annuels pour la période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2010. La société a appliqué les mêmes conventions comptables dans la préparation des états financiers que celles mentionnées à la note 4 afférente aux états financiers annuels de la société dans son rapport annuel de l'exercice 2010, sauf pour ce qui est décrit ci-dessous à la note 2 intitulée « Adoption de nouvelles normes comptables ».

Les activités de la société sont de nature saisonnière et, en raison de l'étendue géographique couverte par les magasins de la société ainsi que de la diversité des produits qu'elle offre, les résultats d'exploitation de la société subissent des fluctuations trimestrielles. En raison du caractère saisonnier des activités, le rendement de la société pour les 26 semaines terminées le 31 juillet 2010 n'est pas nécessairement représentatif de son rendement pour le reste de l'exercice.

Aucun montant dans les notes ci-jointes n'a fait l'objet d'une vérification, à moins d'indication contraire.

2. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

a) Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et modifie le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes visant les écarts d'acquisition demeurent telles qu'elles étaient dans l'ancien chapitre 3062. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. L'adoption de cette norme a entraîné le reclassement, dans les actifs incorporels au bilan, de la valeur comptable nette des logiciels de 9 964 \$ au 30 janvier 2010, somme qui était auparavant classée dans les immobilisations corporelles. À des fins de comparaison, au 1^{er} août 2009, une somme de 7 428 \$, représentant la valeur comptable nette des logiciels et auparavant classée dans les immobilisations corporelles, a été reclassée dans les actifs incorporels.

b) Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de rehausser les exigences en matière d'information à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur et du risque de liquidité des instruments financiers. Cette modification s'applique aux états financiers annuels pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009 et a pour objet de faciliter la convergence vers les IFRS. Les instruments financiers constatés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux :

Niveau 1 – évaluation fondée sur des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des passifs ou des actifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données non observables du marché (utilisation d'hypothèses et d'estimations de la direction quant au prix qu'attribueraient les intervenants du marché aux actifs ou aux passifs).

Le chapitre modifié porte uniquement sur les informations à fournir et n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Au 31 juillet 2010, au 1^{er} août 2009 et au 30 janvier 2010, la société ne détenait pas une quantité importante d'actifs ou de passifs devant être évalués à la juste valeur, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables, qui ont tous été évalués au moyen de données de niveau 1 de la hiérarchie d'évaluation à la juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

3. PRISES DE POSITION RÉCENTES EN COMPTABILITÉ

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'utiliser les normes internationales d'information financière (les « IFRS », pour International Financial Reporting Standards). Pour ces entreprises, les IFRS remplaceront les PCGR du Canada existants. Les nouvelles normes s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les sociétés seront tenues de fournir des informations correspondantes selon les IFRS pour l'exercice précédent. La société appliquera cette norme à compter du premier trimestre de l'exercice se terminant le 28 janvier 2012. La société évalue actuellement l'incidence du passage aux IFRS et elle continuera d'investir dans la formation et dans les ressources tout au long de la période de transition, afin de faciliter ce passage en temps opportun. Une description détaillée de la structure et de l'état d'avancement du projet IFRS de la société se trouve à la rubrique « Passage aux Normes internationales d'information financière », dans le rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société pour la période terminée le 31 juillet 2010.

4. STOCKS

Le coût des stocks constaté comme une charge et inclus dans le coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs de la période de six mois terminée le 31 juillet 2010 s'est établi à 166 743 \$ (190 250 \$ au 1^{er} août 2009). Au cours du trimestre, la société a constaté une somme de 2 911 \$ (3 111 \$ au 1^{er} août 2009) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

5. CAPITAL-ACTIONS

- a) Les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de la société ont égalité de rang quant au droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.
- b) La société a autorisé un nombre illimité d'actions de catégorie A sans droit de vote.

Le tableau qui suit présente un résumé des actions de catégorie A sans droit de vote émises pour chacune des périodes indiquées :

	Pour les six mois terminés les 31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Pour les trois mois terminés les 31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Vérfié 30 janvier 2010
Solde au début de la période	54 160	56 864	54 267	55 813	56 864
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	116	108	9	61	277
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	(1 583)	(2 038)	(1 583)	(940)	(2 981)
Solde à la fin de la période	52 693	54 934	52 693	54 934	54 160

La société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 31 juillet 2010, 13 440 actions ordinaires étaient émises (13 440 au 1^{er} août 2009; 13 440 au 30 janvier 2010) et elles comportaient une valeur attribuée de 482 \$ (482 \$ au 1^{er} août 2009; 482 \$ au 30 janvier 2010).

- c) En novembre 2009, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre publique de rachat, la société peut racheter jusqu'à 2 729 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 23 novembre 2009. Cette offre de rachat a commencé le 28 novembre 2009 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2010. Pour les six mois terminés le 31 juillet 2010, 1 583 actions de catégorie A sans droit de vote dont la valeur comptable s'élevait à 731 \$ ont été rachetées en contrepartie d'une somme en espèces totalisant 30 112 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, soit 29 381 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

20

6. RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La société offre un régime d'options d'achat d'actions qui est décrit à la note 11 c) afférente aux états financiers paraissant dans le rapport annuel de l'exercice 2010.

La variation des options sur actions en cours se présente comme suit :

	Pour les six mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	3 207	14,14 \$	1 594	12,84 \$
Attribuées	115	18,03	1 920	14,50
Exercées	(116)	12,23	(108)	7,89
Frappées d'extinction	—	—	(30)	12,23
En cours à la fin de l'exercice	3 206	14,35 \$	3 376	13,95 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 054	13,23 \$	1 019	12,62 \$

Le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de la période de six mois terminée le 31 juillet 2010 a été calculé en fonction de la juste valeur à l'aide des hypothèses suivantes :

	100 options attribuées le 7 avril 2010	15 options attribuées le 2 juin 2010
Durée prévue des options	6,5 années	4,9 années
Taux d'intérêt sans risque	3,59 %	2,44 %
Volatilité prévue du cours des actions	47,18 %	37,40 %
Taux moyen de rendement des actions	4,00 %	4,38 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	6,22 \$	4,25 \$

7. DETTE À LONG TERME

	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Vérfié 30 janvier 2010
Emprunt hypothécaire portant intérêt à un taux de 6,40 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 172 \$, venant à échéance en novembre 2017 et garanti par le centre de distribution de la société	12 092 \$	13 351 \$	12 731 \$
Moins la tranche à moins de un an	1 341	1 259	1 300
	10 751 \$	12 092 \$	11 431 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

8. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le nombre d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	Pour les six mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	67 348	69 492	67 065	68 860
Effet dilutif des options en cours	408	89	538	145
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	67 756	69 581	67 603	69 005

Au 31 juillet 2010, un total de 283 options sur actions ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant le trimestre.

9. AUTRES INFORMATIONS

- a) Le calcul du bénéfice net de la société pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2010 tient compte de gains et de pertes de change s'élevant respectivement à 1 064 \$ et à 128 \$ (pertes de 1 141 \$ et de 1 366 \$ pour le trimestre et le semestre terminés le 1^{er} août 2009, respectivement).
- b) Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :

	31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Véifié 30 janvier 2010
Soldes bancaires	5 492 \$	1 350 \$	4 677 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,6 % (0,3 % au 1 ^{er} août 2009; 0,3 % au 30 janvier 2010)	208 044	184 118	223 900
Trésorerie et équivalents de trésorerie	213 536 \$	185 468 \$	228 577 \$
Titres négociables			
Juste valeur	49 316 \$	37 648 \$	48 026 \$
Coût	49 300	41 982	49 123
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Acquisitions d'immobilisations comprises dans les créditeurs et charges à payer	1 085 \$	972 \$	1 408 \$
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	349	562	655

	Pour les six mois terminés les 31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Pour les trois mois terminés les 31 juillet 2010	1 ^{er} août 2009	Véifié 30 janvier 2010
Sommes en espèces versées au cours de la période au titre de ce qui suit :					
Impôts sur le bénéfice	29 341 \$	20 926 \$	8 429 \$	10 019 \$	31 164 \$
Intérêts	394	433	195	214	850
Revenu de placement					
Actifs financiers disponibles à la vente					
Dividendes	1 286 \$	1 072 \$	615 \$	562 \$	2 109 \$
(Perte réalisée) gain réalisé sur une cession	—	(61)	—	8	(794)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
Intérêts créditeurs	358	396	219	110	677
	1 644 \$	1 407 \$	834 \$	680 \$	1 992 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

22

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Présentation de la juste valeur

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment déterminé, selon l'information disponible concernant l'instrument financier. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent souvent être déterminées avec précision.

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur aux dates de fin de période, étant donné l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des titres négociables est fondée sur les cours publiés sur le marché à la fin de la période, lesquels sont considérés comme étant des données de niveau 1 dans la hiérarchie d'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur de la dette à long terme est de 12 373 \$ (12 258 \$ au 1^{er} août 2009; 13 045 \$ au 30 janvier 2010), alors que sa valeur comptable est chiffrée à 12 092 \$ (13 351 \$ au 1^{er} août 2009; 12 731 \$ au 30 janvier 2010).

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à un taux fixe a été calculée selon la valeur actuelle des versements futurs de capital et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour des titres de créance identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique.

b) Gestion des risques

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de marché ont été divulguées dans les états financiers au 30 janvier 2010 paraissant dans le rapport annuel de l'exercice 2010 et aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait à l'exposition aux risques de la société au cours des six premiers mois de l'exercice 2011, sauf en ce qui concerne le risque de change, tel qu'il est décrit ci-après.

Risque de change

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains et, par conséquent, une volatilité importante de la devise américaine par rapport à la devise canadienne peut avoir des répercussions négatives sur sa marge brute. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. La durée de ces contrats d'option ne dépasse généralement pas trois mois. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie afin de respecter ses obligations. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 31 juillet 2010, au 1^{er} août 2009 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains qui, au 31 juillet 2010, étaient principalement constitués de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 32 838 \$ et de créateurs s'élevant à 3 748 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 31 juillet 2010, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné respectivement une diminution ou une augmentation de 2 094 \$ du bénéfice net de la société pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2010.

977

MAGASINS À TRAVERS LE CANADA

	REITMANS	SMART SET	RW & CO.	THYME	CASSIS	PENNINGTONS	ADDITIONNELLE	TOTAL
TERRE-NEUVE	14	3	1	-	-	4	2	24
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	3	3	-	-	-	1	-	7
NOUVELLE-ÉCOSSE	19	6	1	2	-	10	2	40
NOUVEAU-BRUNSWICK	16	6	3	1	1	4	5	36
QUÉBEC	84	38	16	19	8	25	34	224
ONTARIO	116	62	25	29	8	58	41	339
MANITOBA	14	5	2	2	-	6	3	32
SASKATCHEWAN	11	3	-	2	-	8	3	27
ALBERTA	45	18	8	12	3	24	16	126
COLOMBIE-BRITANNIQUE	42	17	11	9	1	25	15	120
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	-	1
	366	161	67	76	21	165	121	977

Inspiré par la femme modèle et non la top modèle, **REITMANS** habille avec style et à prix abordable la femme sous toutes ses formes. Avec ses **366 MAGASINS**, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce au détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service supérieur, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Reitmans, conçus pour la vraie vie.

Comptant **161 MAGASINS**, **SMART SET** est la destination mode de la femme âgée de 25 à 35 ans, à l'affût des dernières tendances. D'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, l'environnement dynamique et agréable de l'« atelier mode » Smart Set offre à notre clientèle les outils dont elle a besoin pour élaborer la garde-robe qui convient à son style de vie. Smart Set offre une foule de styles à prix accessibles : des essentiels carrière aux accessoires, en passant par les vêtements d'allure urbaine et décontractée.

Regroupant **67 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants, **RW & CO.** répond aux besoins d'une clientèle formée de jeunes femmes et de jeunes hommes (de 18 à 30 ans) en leur proposant des tenues de ville et des vêtements décontractés originaux de qualité, à la mode et à prix raisonnables. Un environnement unique et décontracté, une attention authentique apportée à la clientèle et un marketing exceptionnel, tels sont les éléments sur lesquels repose la marque RW & CO.

THYME, chef de file canadien de la mode maternité, propose aux femmes enceintes des styles actuels et le service d'un personnel expert et amical. Thyme s'adresse à toutes les femmes enceintes qui désirent conserver un style branché et irrésistible tout au long de leur grossesse. Thyme exploite **76 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 400 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres.

CASSIS, la plus récente bannière de Reitmans (Canada) Limitée, exploite **21 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 600 pieds carrés. Situés dans des centres commerciaux régionaux importants, les magasins Cassis offrent des vêtements urbains décontractés et des vêtements de carrière qui reflètent la personnalité de notre clientèle : charismatique et jeune d'esprit. Nous privilégions des styles, des coupes et des tissus qui avantagent la silhouette de la femme dans la quarantaine, tout en sublimant l'énergie et l'attitude de ses 35 ans.

Exploitant **165 MAGASINS** d'un océan à l'autre, **PENNINGTONS** propose à la femme de taille plus un vaste choix de vêtements carrière et tout-aller, de lingerie et d'accessoires qui répondent à son style de vie. Pourvue d'un superbe assortiment de tenues classiques et contemporaines, offertes en tailles 14 à 32 et 1X à 6X, la mode Penningtons se veut abordable et seyante. On retrouve dans tous les magasins Penningtons la collection MXM qui s'adresse à une clientèle de taille plus, jeune et à l'avant-garde. D'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, les magasins Penningtons sont situés dans des mégacentres et des mails linéaires. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Penningtons en ligne, à l'adresse penningtons.com.

Comptant **121 MAGASINS** répartis dans tout le Canada, **ADDITION ELLE** incite sa clientèle à faire sa marque avec une sélection épatante de vêtements classiques et contemporains au style assuré et aux prix abordables. En plus de collections carrière et week-end uniques, Addition Elle propose un choix ravissant de dessous, de tenues de nuit et de sport, de vêtements d'extérieur et d'accessoires. Elle offre aussi à ses plus jeunes clientes une collection tendance appelée MXM. D'une superficie moyenne de 6 100 pieds carrés, les magasins Addition Elle logent dans des mégacentres et des centres commerciaux d'un océan à l'autre. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Addition Elle en ligne, à l'adresse additionelle.com.



INFORMATION CORPORATIVE

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest

Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : (514) 384-1140

Télécopieur : (514) 385-2669

Courrier électronique : info@reitmans.com

Site Web de la société : reitmans.ca

ADRESSE ENREGISTRÉE

3300 Highway #7 West, Suite 702

Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : (905) 761-2830

Télécopieur : (905) 761-8922

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.

Halifax, Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires RET

Actions de catégorie A
sans droit de vote RET.A



REITMANS

SMART SET

RW & CO.

THYME

CASSIS

PENNINGTONS

ADDITION ELLE

Reitmans